

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29570]

**13 JUILLET 2016. — Décret modifiant certaines dispositions de l'enseignement secondaire ordinaire relatives à l'organisation, au deuxième degré et troisième degré de l'enseignement secondaire, de l'apprentissage par immersion en langue des signes et en français écrit en classes bilingues français-langue des signes**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est ajouté un article 1<sup>er</sup>*bis* rédigé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>*bis*. - Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° « Classe bilingue français-langue des signes » : classe au sein de laquelle une partie des élèves bénéficie d'un enseignement en langue française pendant que simultanément des élèves sourds ou malentendants bénéficient d'un apprentissage en immersion en langue des signes et en français écrit;
- 2° « Enseignant de culture sourde » : enseignant qui maîtrise la spécificité culturelle de la langue des signes et dont la langue des signes est la langue maternelle. ».

**Art. 2.** Dans le même décret, l'article 16*ter* est complété par les alinéas suivants rédigés comme suit :

« Indépendamment du nombre total de périodes-professeur, il est attribué, par année scolaire, pour tous les établissements d'enseignement secondaire organisant des classes bilingues français-langue des signes au deuxième degré et au troisième degré de l'enseignement secondaire ordinaire 8 périodes par élève sourd ou malentendant fréquentant une classe bilingue français - langue des signes.

Sans préjudice à l'alinéa précédent, pour permettre l'enseignement en cotutariat en langue des signes et en français de l'ensemble des cours, il est accordé, par classe organisée, 10 périodes complémentaires si la classe ne comporte que deux élèves en immersion bilingue « français-langue des signes ».

Les périodes visées aux troisième et quatrième alinéas entrent en considération pour l'engagement à titre définitif des membres du personnel. ».

**Art. 3.** Dans le même décret, il est ajouté un article 16*quater* rédigé comme suit :

« Art. 16*quater*. § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, sur demande du chef d'établissement, après avoir pris l'avis du conseil de participation et après consultation préalable du comité de concertation de base, le Gouvernement peut autoriser un établissement à organiser l'ensemble des cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans le cadre de classes bilingues français-langue des signes.

Dans l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un pouvoir organisateur à assurer dans un des établissements qu'il organise l'ensemble des cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans le cadre de classes bilingues français-langue des signes. La demande est accompagnée de l'avis du conseil de participation et du résultat de la consultation préalable de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise, ou à défaut, de l'instance de concertation locale, ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Par école concernée aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés, un minimum de 4 périodes hebdomadaires identifiées parmi les cours de langue française, de langue des signes et/ou de langue moderne 1 et/ou de langue moderne 2 doit être assuré par des enseignants de culture sourde, à défaut de pouvoir attribuer ces périodes à des enseignants de culture sourde, ces cours peuvent être dispensés par des enseignants disposant des titres tels que précisés à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Lorsqu'une école ou une implantation organise des classes bilingues français-langue des signes, cette organisation est intégrée dans le projet d'établissement.

§ 2. L'élève aborde l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes au niveau de la première année de l'enseignement secondaire. Cet apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes s'inscrit dans le continuum pédagogique relatif à l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes développé dans l'enseignement fondamental, quel que soit l'établissement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le conseil de classe peut autoriser un élève à aborder cet apprentissage après la 1<sup>ère</sup> année de l'enseignement secondaire pour autant qu'il apporte la preuve d'une maîtrise des compétences nécessaires en langue des signes.

Une école secondaire qui commence à organiser l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes le fait de manière progressive du début de la première année et garantit qu'un élève ayant entamé l'apprentissage par immersion puisse poursuivre cet apprentissage durant la suite de sa scolarité au sein du même établissement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, une école secondaire peut organiser l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes à partir du deuxième degré si elle n'organise que les deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire. Elle garantit qu'un élève ayant entamé l'apprentissage par immersion puisse poursuivre cet apprentissage durant la suite de sa scolarité au sein du même établissement. ».

**Art. 4.** Dans le même décret, il est ajouté un article 16quinquies rédigé comme suit :

« Art. 16quinquies.- Dans l'enseignement secondaire, l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes est assuré par des professeurs de cours généraux chargés des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes.

Les moyens de fonctionnement peuvent permettre l'engagement d'interprètes sous contrat de travail à durée déterminée, sous contrat de prestation de services ou sous contrat de collaboration. ».

CHAPITRE II. -- *Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2006  
relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire*

**Art. 5.** A l'article 12bis, §1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire, les termes « à l'article 8, 2bis, de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. » sont remplacés par les termes « à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

**Art. 6.** A l'article 12bis, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1 le mot « commune » est supprimé;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, le conseil de classe peut autoriser un élève à aborder cet apprentissage au cours du 1<sup>er</sup> degré pour autant qu'il apporte la preuve d'une maîtrise des compétences nécessaires. »;
- 3° à l'alinéa 3, les mots « du début de la première année commune à la fin de la seconde année commune » sont remplacés par les mots « du début du premier degré à la fin du premier degré ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014  
réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé  
et subventionné par la Communauté française*

**Art. 7.** A l'article 34 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les termes « de l'article 16quater du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et » sont insérés entre les termes « Pour satisfaire à l'application » et les termes « de l'article 13bis ».

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

**Art. 8.** Ce présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2016.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,  
Mme I. SIMONIS

—  
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°322-1.

Compte-rendu intégral. – Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 13 juillet 2016.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29570]

**13 JULI 2016. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het gewoon secundair onderwijs betreffende de organisatie, in de tweede graad en in de derde graad van het secundair onderwijs, van het taalbadonderwijs gebarentaal en schrijftaal Frans in tweetalige klassen Frans-gebarentaal**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen to wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Artikel 1.** In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel *1bis*. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° “tweetalige klas Frans-gebarentaal” : klas binnen welke een deel van de leerlingen een onderwijs in de Franse taal volgt terwijl dove of slechthorende leerlingen terzelfder tijd een taalbadonderwijs gebarentaal en schrijftaal Frans volgen;
- 2° “Leerkracht dovencultuur” : leerkracht die de culturele specificiteit van de gebarentaal beheerst en wiens gebarentaal de moedertaal is.”.

**Art. 2.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 16 ter aangevuld met de volgend leden, luidend als volgt :

“Ongeacht het totaal aantal lestijden-leraar, worden, per schooljaar, voor alle inrichtingen voor secundair onderwijs die tweetalige klassen Frans-gebarentaal in de tweede graad en in de derde graad van het gewoon secundair onderwijs organiseren, 8 lestijden toegekend voor elke dove of slechthorende leerling die lessen volgt in een tweetalige klas Frans-gebarentaal.

Onverminderd het vorige lid, om het onderwijs gebarentaal en Frans in co-titulariaat in alle cursussen mogelijk te maken, worden, per georganiseerde klas, 10 aanvullende lestijden toegekend, als de klas enkel twee leerlingen in het tweetalige taalbadonderwijs “Frans – gebarentaal” telt. “.

De in het derde lid en het vierde lid bedoelde lestijden komen in aanmerking voor de aanwerving in vast verband van de personeelsleden.”

**Art. 3.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *16quater* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. *16quater*. § 1. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, op verzoek van het inrichtingshoofd, na het advies van de participatieraad te hebben ingewonnen en na raadpleging van het basisoverlegcomité, kan de Regering een inrichting ertoe machtigen het geheel van de pedagogische cursussen en activiteiten van de uurrooster te organiseren in het kader van tweetalige klassen Frans-gebarentaal.

In het gesubsidieerd onderwijs, kan de Regering een inrichtende macht ertoe machtigen, in één van de inrichtingen die ze organiseert, het geheel van de pedagogische cursussen en activiteiten van de uurrooster te organiseren in het kader van tweetalige klassen Frans-gebarentaal. Bij de aanvraag worden gevoegd : het advies van de participatieraad en het resultaat van de voorafgaande raadpleging van de plaatselijke paritaire commissie, voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, van de ondernemingsraad, of bij ontstentenis daarvan, van de plaatselijke overleginstantie, of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de inrichtingen van het door de Franse gemeenschap gesubsidieerde vrij onderwijs.

In elke betrokken school van de tweede graad en van de derde graad, moeten minstens 4 wekelijkse lestijden, verdeeld over de cursussen Franse taal, gebarentaal en/of moderne taal 1 en/of moderne taal 2, worden gepresteerd door leerkrachten dovencultuur; als die lestijden niet kunnen worden toegekend aan leerkrachten dovencultuur, kunnen die cursussen worden verstrekt door leerkrachten die houder zijn van bekwaamheidsbewijzen zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema's tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Wanneer een school of een vestiging tweetalige klassen Frans-gebarentaal organiseert, wordt die organisatie in het inrichtingsproject opgenomen.

§ 2. De leerling begint met het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans-gebarentaal in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs. Dat gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans-gebarentaal kadert in het pedagogische continuüm betreffende het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans-gebarentaal dat in het basisonderwijs van start ging, ongeacht de inrichting.

In afwijking van het vorige lid, kan de klassenraad een leerling ertoe machtigen met dat onderwijs te beginnen na het eerste leerjaar van het secundair onderwijs, voor zover hij het bewijs levert van de vereiste competenties op het vlak van gebarentaal.

Een secundaire school die het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans-gebarentaal begint te organiseren, doet dat geleidelijk vanaf het begin van het eerste leerjaar, en waarborgt dat een leerling die het taalbadonderwijs onderneemt, dat onderwijs verder kan volgen binnen dezelfde inrichting.

In afwijking van het vorige lid, kan een secundaire school het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans-gebarentaal organiseren vanaf de tweede graad, indien ze alleen de tweede graad en de derde graad van het secundair onderwijs organiseert. Ze waarborgt dat een leerling die het taalbadonderwijs onderneemt, dat onderwijs verder binnen dezelfde inrichting kan volgen.

**Art. 4.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel 16*quinquies* toegevoegd, luidend als volgt :

“Art. 16*quinquies*. In het secundair onderwijs, wordt het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans-gebarentaal verstrekt door leraren algemene vakken belast met dat onderwijs.

Met die werkmiddelen kunnen tolken worden aangeworven bij een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd, een overeenkomst voor het verlenen van diensten of een medewerkingsovereenkomst.”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Art. 5.** In artikel 12*bis*, § 1, derde lid, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, worden de woorden “bij artikel 8, 2*bis* van het besluit van de Executieve van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen,” vervangen door de woorden “bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema’s tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.”.

**Art. 6.** Artikel 12*bis*, § 2, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het eerste lid wordt het woord “gemeenschappelijke” geschrapt;
- 2° het tweede lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt : “In afwijking van het vorige lid, kan de klassenraad een leerling ertoe machtigen met dat onderwijs in de eerste graad te beginnen, voor zover hij het bewijs levert van de vereiste competenties.”;
- 3° in het derde lid, worden de woorden “vanaf het begin van het gemeenschappelijke eerste jaar tot het einde van het gemeenschappelijke tweede jaar” vervangen door de woorden “vanaf het begin van de eerste graad tot het einde van de eerste graad”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

**Art. 7.** In artikel 34 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden “van artikel 16*quater* van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan “ingevoegd tussen de woorden “Om te voldoen aan de toepassing” en de woorden “van artikel 13*bis*”.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

**Art. 8.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2016

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2016.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-CL. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 322-1.

Integraal verslag. Mondeling verslag, bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 juli 2016.